

trouver d'issue (la composition du cabinet dans son ensemble, était loin de leur plaire), Welter demanda: «Puisque vous n'étiez jamais partisans d'un cabinet de coalition parlementaire, accepteriez-vous un ministère formé p. ex. par quatre personnes en dehors du parlement et une prise dans le parlement? Les quatre premiers seraient p. ex. Thorn, Moutrier, Kauffman, Lefort; la personne prise dans le parlement serait moi.»

Welter reprit espoir lorsque les deux libéraux marquèrent leur accord. Il ne se fit pas faute d'en aller délibérer de nouveau avec Thorn, qui trouva à redire, craignant que la Grande-Duchesse ne fût indisposée parce qu'elle avait agréé les noms des parlementaires Altwies et Clemang et que maintenant on changeait d'opinion. Welter riposta que «puisque le ministère était impossible, on ne pouvait pas exiger l'impossible . . .» Le pays ne comprendrait pas qu'on eût choisi parmi les parlementaires Altwies et Clemang, en excluant Pescatore. Mieux vaudrait se reporter à ce qu'on voulait faire au début: prendre en premier lieu des personnalités en dehors du parlement. A titre d'exemple, Welter citait Thorn, Moutrier, Kauffman, Lefort en y ajoutant son propre nom – en tant que parlementaire et «si l'on y tenait.»

Cette combinaison plaisait tellement à Thorn qu'il se proposa d'aller trouver la Grande-Duchesse le soir même, pour lui exposer ce revirement. Sur ces entrefaites arrivait Maurice Pescatore avec lequel on discuta encore de différentes questions. Le député libéral marqua son accord «non sans amertume et après avoir fait ses réserves; il dit aussi qu'il entendait user de la tribune parlementaire pour se défendre.»

Le 21 février Welter, en route vers la demeure du futur président du Conseil, rencontra le neveu de celui-ci, Joseph Thorn, auquel il fit part de la nouvelle combinaison. S'emportant, le jeune socialiste rappela que c'était sur la proposition de Welter et grâce à son influence qu'on avait décidé de n'accepter qu'un ministère parlementaire, «et maintenant c'est le chef du parti socialiste lui-même qui abandonne la combinaison.» Michel Welter commença à expliquer à son interlocuteur les motifs pour lesquels il fallait abandonner cette combinaison, mais comme maître Thorn devait être à la barre à neuf heures, on décida de continuer la discussion dans deux heures. Bien que Victor Thorn et Michel Welter eussent reçu l'accord de la Droite de faire entrer Kauffman et Lefort dans le cabinet, l'attitude de Jos. Thorn ne fut pas sans leur faire appréhender de nouvelles difficultés. Aussi préférèrent-ils ne rien faire pour le moment et attendre le résultat du second entretien. Au cours de celui-ci Jos. Thorn manifesta encore les mêmes hésitations, «cependant il était d'avis qu'il fallait aller de l'avant pour terminer une fois pour toutes.» Victor Thorn, avisé, ne se le fit pas dire deux fois. A 14 heures 30 il réunit chez lui ses futurs collaborateurs, qui tombèrent vite d'accord. Tout le monde approuva l'ébauche de la déclaration ministérielle, «écrite dans le style un peu ampoulé et solennel de Thorn, mais quant au reste parfaite.» Lors de la répartition des portefeuilles, on donna à Welter ceux de l'agriculture et du ravitaillement, auxquels on ajouta encore l'industrie, le commerce et le service sanitaire. On peut se demander si le